

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité-Travail-Progrès

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

DIRECTION DU BUDGET

RAPPORT PROVISOIRE D'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT A FIN MARS 2024

MAI 2024

INTRODUCTION	1
I- PRESENTATION DU BUDGET GENERAL DE 2024	3
II- SITUATION DE L'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT DU PREMIER TRIMESTRE 2024.....	5
A. Réalisation des ressources du budget général de l'Etat au cours du premier trimestre.....	5
1 Ressources extérieures.....	6
1.1 Dons et legs.....	6
1.2 Emprunts	6
2 Ressources internes.....	6
2.1 Recettes fiscales.....	9
2.2 Recettes non fiscales	9
2.3 Recettes exceptionnelles.....	10
2.4 Vente de produits et services	10
2.5 Produits financiers.....	10
2.6 Situation comparative des réalisations des premiers trimestres 2023 et 2024.....	10
B. Exécution des dépenses du budget général de l'Etat	12
1. Amortissements et charges de la dette publique.....	13
2. Dépenses de personnel	13
3. Dépenses d'achats de biens et services	13
4. <i>Subventions et transferts courants</i>	13
5. <i>Dépenses d'investissement de l'Etat</i>	14
III. Analyse des critères de convergence à fin mars 2024.....	15
3.1. Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales	15
3.2. Ratio investissement publics financés sur ressources internes sur recettes fiscales.....	15
CONCLUSION	16

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : répartition par grande masse des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'Etat (en milliards)	3
Tableau 2 : Situation de réalisation des recettes du premier trimestre 2024 (en milliards)	5
Tableau 3 : niveau des recouvrements de recettes internes par régie financière	7
Tableau 4 : exécution des recettes internes du budget général de l'Etat par grande catégorie.....	7
Tableau 5 : Situation comparative 2023 et 2024 des recettes internes par régie	11
Tableau 6 : Situation d'exécution des dépenses du premier trimestre 2024 (en milliards de FCFA)	12
Tableau 7 : valeurs en fin mars 2024 des critères de convergence de l'UEMOA.....	15

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : comparaison des prévisions aux réalisations du 1 ^{er} trimestre 2024	9
Figure 2 : comparaison des réalisations des dépenses des 1 ^{ers} trimestres 2024 et 2023.	12

INTRODUCTION

Conformément à l'article 74 de la loi organique relative aux lois des finances, le gouvernement transmet trimestriellement à l'Assemblée Nationale à titre d'information, des rapports sur l'exécution du budget et l'application du texte de la loi de finances. Ces rapports sont mis à la disposition du public. C'est pour respecter cette disposition que le présent rapport est élaboré.

L'exécution de la loi de finances pour la gestion 2024 s'inscrit dans un contexte mondial marqué par des tensions inflationnistes et le durcissement des politiques monétaires par la plupart des banques centrales.

L'insécurité au plan sous régional et les effets du changement climatique ont davantage impacté la situation économique et sociale du pays.

Au plan national, depuis les événements intervenus le 26 juillet 2023, le Niger fait face à des lourdes sanctions inhumaines et sans précédent imposées par les instances régionales, sous régionales et internationales. Ces sanctions ont engendré une forte inflation des prix des produits alimentaires et la contraction des recettes internes ainsi qu'une baisse drastique des ressources extérieures.

Cette situation a aussi engendré des perturbations des activités des entreprises publiques et privées.

Conformément aux objectifs macroéconomiques visés par le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), aux orientations du Programme de résilience pour la Sauvegarde de la Patrie (PRSP) et aux directives de la lettre de cadrage relative au projet de loi de finances 2024, des priorités ont été définies pour servir de référentiel à l'action gouvernementale en matière d'accélération du processus d'émergence et de transformation structurelle dans lequel le Niger est résolument engagé.

Pour la période 2024-2026, la ligne directrice en matière des finances publiques à moyen terme est le renforcement et la consolidation de la stabilité du cadre macro budgétaire à travers une mobilisation significative des ressources internes, une amélioration de la qualité et l'efficacité de la dépense publique et une gestion prudente de la dette. Dans la même lancée, le Niger s'est engagé dans la création d'un espace budgétaire nécessaire à la poursuite des investissements publics structurants porteurs de croissance.

Le budget général de l'Etat ressort, en recettes et en dépenses, à un montant de **2653,44 milliards de FCFA** en 2024 contre **1981 ,00 milliards de FCFA en 2023**, soit une hausse de **672,44 milliards de FCFA**.

Le présent rapport présente l'exécution provisoire du budget de l'Etat au titre du premier trimestre de l'année 2024 et s'articule autour des points suivants :

- Présentation du budget de l'Etat au titre de l'année 2024 ;
- Situation de l'exécution du budget de l'Etat au titre du premier trimestre de l'année 2024 ;
- Analyse des critères de convergence de l'UEMOA.

I- PRESENTATION DU BUDGET GENERAL DE 2024

Le budget général de l'Etat au titre de l'année 2024, consacré par l'ordonnance n°2024-001 du 04 janvier 2024, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2024, a été arrêté en recettes et en dépenses à un montant de **2653,45 milliards**, soit une hausse de **672,44 milliards de FCFA** par rapport à la Loi des Finances Rectificatives (LFR) de l'année 2023 qui était d'un montant de **1981,00 milliards de FCFA**.

Par grande masse, les prévisions budgétaires de 2024 se présentent comme suit :

Tableau 1 : répartition par grande masse des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'Etat (en milliards)

Nature	LFR 2023	LFI 2024	Variation	
			Montants	%
1 Ressources				
Ressources extérieures				
12. Dons et legs	361,25	453,74	92,49	25,60%
14. Obligations du Trésor	205,95	253,72	47,77	23,19%
15. Tirages sur emprunts projets	194,08	206,90	12,82	6,60%
16. Emprunts programmes	63,08	231,23	168,15	266,56%
Total Ressources extérieures	824,37	1145,60	321,23	38,96%
Ressources internes				
71. Recettes fiscales	1053,98	1379,31	325,33	30,86%
72. Recettes non fiscales	102,65	128,54	25,89	25,22%
Total ressources internes	1156,63	1507,84	351,21	30,36%
Total ressources	1981,00	2653,44	672,44	33,94%
2 Dépenses				
I. Dette publique	310,05	453,81	143,76	46,36 %
II. Dépenses de personnel	346,03	363,90	17,87	5,16%
III. Achats de biens et services	136,75	151,31	14,56	10,64%
IV. Subventions et autres transferts courants	348,10	369,99	21,89	6,28%
V. Investissements exécutés par l'Etat	840,03	1314,43	474,4	56,47%
Total dépenses	1981,00	2653,44	672,44	33,94%

Source : MF/ DGB/DB

Il ressort du tableau ci-dessus que les variations significatives entre les deux lois de finances concernent essentiellement :

En recettes

Les ressources extérieures qui ont augmenté de 321,23 milliards de F CFA. Cette hausse s'observe au niveau de toutes les rubriques composant lesdites ressources. En valeurs absolues, elle provient essentiellement des rubriques suivantes :

- emprunts programmes : 168,15 milliards de F CFA ;
- dons et legs : 92,49 milliards de F CFA.

Au niveau des prévisions des ressources internes, on observe également une augmentation de 351,21 milliards de F CFA, soit 30,36 % desdites prévisions. En valeurs absolues, la hausse de ces prévisions se constate essentiellement au niveau des recettes fiscales dont le montant est de 325,33 milliards de F CFA

En dépense

- les dépenses relatives au service de la dette publique ont augmenté de **143,76** milliards de F CFA soit 46,36% ;
- les investissements ont connu une augmentation de **474,4 milliards** de F CFA, soit 56,47 %. Cela s'explique par l'engagement du gouvernement de créer un espace budgétaire favorable à la poursuite des investissements publics porteurs de croissance économique.

II- SITUATION DE L'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT DU PREMIER TRIMESTRE 2024

Cette partie présente la situation de l'exécution du budget au premier trimestre 2024 notamment en ce qui concerne les ressources et les dépenses.

A. Réalisations des ressources du budget général de l'Etat au cours du premier trimestre

Sur des prévisions trimestrielles d'un montant de **509,27 milliards**, les réalisations des ressources au cours du premier trimestre 2024 s'élèvent à **223,58 milliards**, soit un taux de **43,90%**.

Le niveau de réalisation des ressources a connu une baisse de **349,74 milliards**, comparé aux réalisations du premier trimestre 2023 (**573,32 milliards**). Cette baisse est imputable à la suspension des décaissements des ressources extérieures et à la contraction de la mobilisation des recettes internes, due aux sanctions illégales et inhumaines imposées par des organisations internationales et sous régionales à notre pays, suite aux évènements intervenus le 26 juillet 2023.

Le tableau ci-après présente la situation de l'exécution des ressources du budget général de l'Etat au cours du premier trimestre.

Tableau 2: Situation de réalisation des recettes du premier trimestre 2024 (en milliards)

Article/catégorie	Libellé	Prévisions 1T2024	Réalisations 1T2024	Taux de Réalisation
1- Ressources extérieures				
12	Dons et legs	90,74	0	0,00%
	dont : Aides projets	75,06	0	0,00%
	Aides budgétaires	15,68	0	0,00%
14	Obligations du Trésor	50,74	0	0,00%
15	Tirages sur emprunts projets	41,38	0	0,00%
16	Emprunts programmes	46,24	0	0,00%
Total ressources extérieures		229,1	0	0,00%
2 - Ressources internes				
70	Vente des produits et services	1,27	0,25	19,68%

Article/catégorie	Libellé	Prévisions 1T2024	Réalisations 1T2024	Taux de Réalisation
71	Recettes fiscales	256,3	209,19	81,61%
72	Recettes non fiscales	15,98	6,75	42,24%
75	Recettes exceptionnelles	6,57	4,08	62,10%
77	Produits financiers	0,05	3,31	66,20%
Total ressources internes		280,17	223,58	79,80%
TOTAL GENERAL		509,27	223,58	43,90%

Source : LFI, DGI, DGTCP, DGD, DGPPD

Le développement qui suit explique le niveau de réalisation des ressources du budget au premier trimestre 2024.

1 Ressources extérieures

Les ressources extérieures comprennent les dons, les legs et les emprunts extérieurs. Au cours du premier trimestre 2024, aucun décaissement n'a été effectué. Cette situation est la résultante des sanctions injustes et barbares imposées par la CEDEAO et les partenaires financiers qui se sont systématiquement alignés à cette position.

1.1 Dons et legs

Les dons et legs sont composés des aides projets et des aides budgétaires. Au cours du premier trimestre, aucun décaissement n'a été enregistré par les services du ministère de l'économie et des finances.

1.2 Emprunts

Les emprunts qui comprennent les obligations du trésor, les emprunts programmes et les tirages sur emprunts projets n'ont enregistré aucun décaissement au cours de ce trimestre.

2 Ressources internes

Les réalisations des recettes internes du budget de l'Etat au cours du premier trimestre 2024 s'élèvent à **223,58 milliards** pour des prévisions trimestrielles de **280,18 milliards**, soit un taux de **79,80%**. La réalisation nette des exonérations et des ordres de paiement s'établit à **195,96 milliards de FCFA**. Ce résultat est obtenu en faisant la différence entre le total des réalisations des recettes internes et celui des recettes hors exonérations et ordres de paiement.

Le tableau qui suit présente la synthèse des recouvrements de recettes internes par régie financière, au cours du premier trimestre 2024.

Tableau 3 : niveau des recouvrements de recettes internes par régie financière

Recouvrement régie	Prévisions 1T2024		Réalizations 1T2024		Taux de recouv. total.	Taux de recouv. hors exo et OP
	Pré. totale	Pré. hors exo et OP	Réal. totale	Real. hors exo et OP		
DGD	64,24	43,37	46,84	33,94	72,91%	78,25%
DGI	197,20	178,88	167,38	152,66	84,87%	85,34%
DGTCP	18,74	18,74	9,36	9,36	49,94%	49,94%
Total recettes internes	280,18	240,99	223,58	195,96	79,80%	81,31%

Source : DGB à partir des situations produites par la DGI, la DGD et la DGTCP

Il ressort de ce tableau que les recettes cash s'élèvent à **195,96 milliards** dont **33,94 milliards** pour la DGD **152,66 milliards** pour la DGI et 9,36 milliards pour la DGTCP.

Le tableau qui suit explique les niveaux de réalisation par grande catégorie de recettes internes.

Tableau 4 : exécution des recettes internes du budget général de l'Etat par grande catégorie

Code	Intitulé	PREVISIONS	REALISATIONS	ECART	Taux
70	VENTES DE PRODUITS ET SERVICES				
701	Vente des produits	0,10	0,004	0,096	4%
702	Vente des prestations de service	1,18	0,25	0,93	21,18%
	S/TOTAL I	1,28	0,254	1,026	19,84%
71	RECETTES FISCALES				
711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	24,33	27,04	-2,71	111,13%
712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	18,56	18,80	-0,24	101,29%
713	Impôts sur le patrimoine	9,92	7,84	2,08	79,03%
714	Autres impôts directs	1,40	0,85	0,55	60,71%
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	109,54	89,89	19,65	82,06%
716	Droits de timbre et d'enregistrement	10,46	3,84	6,62	36,71%
717	Droits et taxes à l'importation	54,47	42,46	12,01	77,95%
718	Droits et taxes à l'exportation	5,92	2,20	3,72	37,16%
719	PC CEDEAO	21,69	16,29	5,40	75,10%
	S/TOTAL II	256,30	209,19	47,11	81,61%
72	RECETTES NON FISCALES				
721	Revenus de l'entreprise et du domaine	5,84	1,02	4,82	17,46%

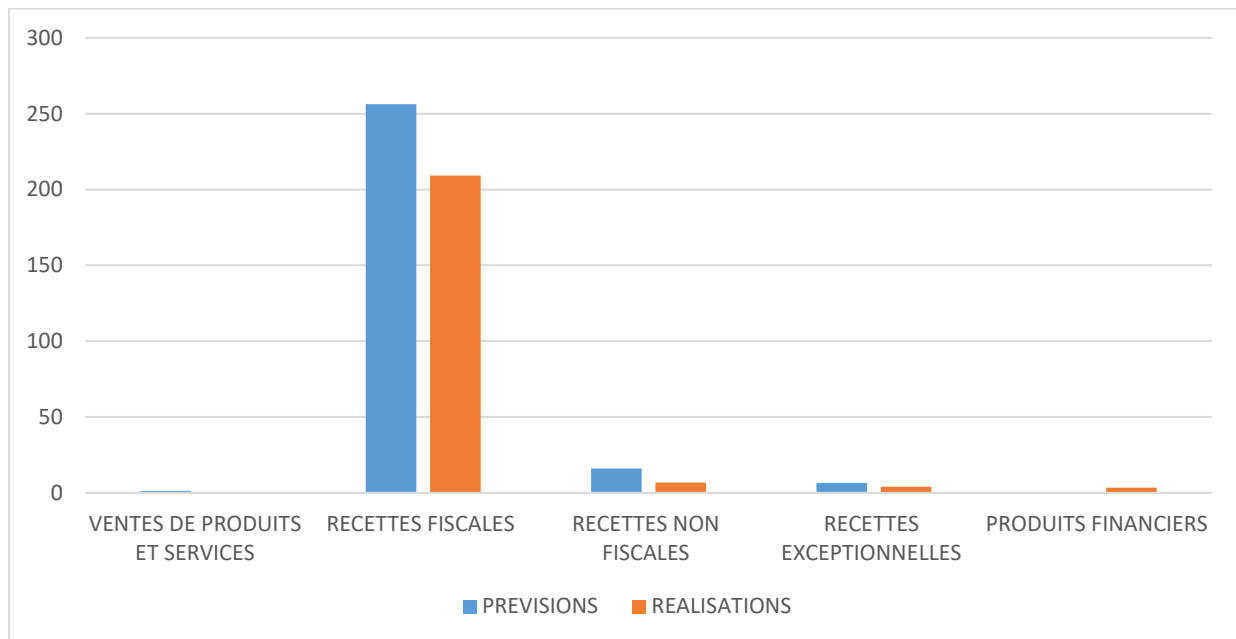
Code	Intitulé	PREVISIONS	REALISATIONS	ECART	Taux
722	Droits et frais administratifs	2,90	0,38	2,52	13,10%
723	Amendes et condamnations pécuniaires	7,05	5,33	1,72	75,60%
729	Autres recettes non fiscales	0,19	0,03	0,16	15,78%
	S/TOTAL III	15,98	6,75	9,23	42,39%
75	RECETTES EXCEPTIONNELLES				
759	Autres recettes exceptionnelles	6,45	3,97	2,48	61,55%
769	Autres recettes diverses	0,12	0,10	0,02	83,33%
	S/TOTAL IV	6,57	4,08	2,49	62,10%
77	PRODUITS FINANCIERS				
772	Produit financier	0,05	3,31	-3,26	66,20%
	S/TOTAL V	0,05	3,31	-3,26	66,20%
	Total Général Ressources internes	280,18	223,59	56,59	79,80%

Source : MEF (DGB)

Il convient de noter que les ressources internes proviennent essentiellement des ressources fiscales. Elles sont recouvrées par la Direction Générale des Impôts pour la fiscalité intérieure et celle de la Douane pour les droits de porte.

Le graphique ci-dessous montre les taux de mobilisation des principales catégories de recettes internes

Figure 1 : comparaison des prévisions aux réalisations du 1^{er} trimestre 2024



2.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont les revenus provenant des impôts et des taxes prélevés par l'Etat sur le tissu économique.

Les réalisations cumulées des recettes fiscales au cours du premier trimestre 2024 s'élèvent à **209,19 milliards**, pour des prévisions de **256,30 milliards** soit un taux de **81,61%**.

Les impôts les plus dominants des recettes fiscales les impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital ; les impôts sur les salaires versés et autres rémunérations, et les impôts et taxes intérieurs sur les biens et services. Comparé à la même période en 2023 (**391,56 milliards**), le niveau de réalisation des ressources fiscales a connu une baisse de **182,37 milliards**.

2.2 Recettes non fiscales

Elles sont constituées essentiellement des produits divers recouverts par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT/CP) et la Direction Générale des Impôts (DGI). Le montant total recouvert au cours du premier trimestre 2024 s'élève à **6,75 milliards** pour des prévisions de **15,98 milliards**, soit un taux de

réalisation de **42,39%**. Les amendes et condamnations pécuniaires représentent une part importante de cette catégorie de recettes.

Comparé à la même période en 2023 (**6,17 milliards**), le niveau de réalisation des ressources non fiscales a connu une légère hausse de **0,58 milliards**.

2.3 Recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles sont des recettes à caractère non permanent qui sont recouvrées par la DGT/CP et la DGI.

Les réalisations cumulées des recettes exceptionnelles au cours du premier trimestre 2024 s'élèvent à **4,08 milliards** pour des prévisions de **6,57 milliards**, soit un taux de réalisation de **62,10%**. Comparé à la même période en 2023 (**2,11 milliards**), le niveau de réalisation des ressources exceptionnelles a connu une hausse de **1,97 milliards**.

2.4 Vente de produits et services

Elle comprend les recettes portuaires, les régies de prestations MCCE, les recettes du journal officiel, des centres de santé de la reproduction, des vaccinations internationales et la publicité foncière.

La vente de produits et services a atteint **0,25 milliard** au cours du premier trimestre 2024 sur **1,28 milliard** prévu, soit un taux de réalisation de **19,84%**. Comparé à la même période en 2023 (**1,16 milliards**), le niveau de réalisation des ventes de produits et services a connu une baisse de **0,91 milliards**.

2.5 Produits financiers

Les produits financiers sont composés des intérêts sur les dépôts à terme. Au cours du premier trimestre 2024, cette catégorie de recette a connu une réalisation de 3,31 milliards pour une prévision de 0,05 milliards. Pas de comparaison par rapport à 2023 ?

2.6 Situation comparative des réalisations des premiers trimestres 2023 et 2024

La situation comparative des réalisations des recettes internes des 1ers trimestres 2023 et 2024 est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 5: Situation comparative 2023 et 2024 des recettes internes par régie

Régies	Réalizations 1 ^{er} trimestre 2023		Réalizations 1 ^{er} trimestre 2024		Variation totale		Variation hors Exo et OP	
	Réal. totale	Réal. hors Exo et OP	Réal. totale	Réal. hors Exo et OP	Valeur	%	Valeur	%
DGD	191,82	57,62	46,84	33,94	-144,98	-75,58%	-23,68	-41,09%
DGI	204,24	179,43	167,38	152,66	-36,86	18,04%	-26,77	-14,91%
DGTCP	4,92	4,92	9,36	9,36	4,44	90,24%	4,44	90,24%
Total recettes internes	401	241,97	223,58	195,96	-177,42	44,24%	-46,01	-19,01

Source : DGD ; DGI ; DGTCP.

L'analyse comparative fait ressortir une baisse du niveau de recouvrement des recettes internes totales de 177,42 milliards (401-223,58). Quant aux recettes hors exonérations, elles ont diminué de 46,01 milliards. Ces baisses sont essentiellement imputables à la situation actuelle du pays et sont plus importantes au niveau de la Direction Générale des douanes où le cash a baissé de 41,09% passant de **57,62 milliards** en 2023 à **33,94 milliards** en 2024.

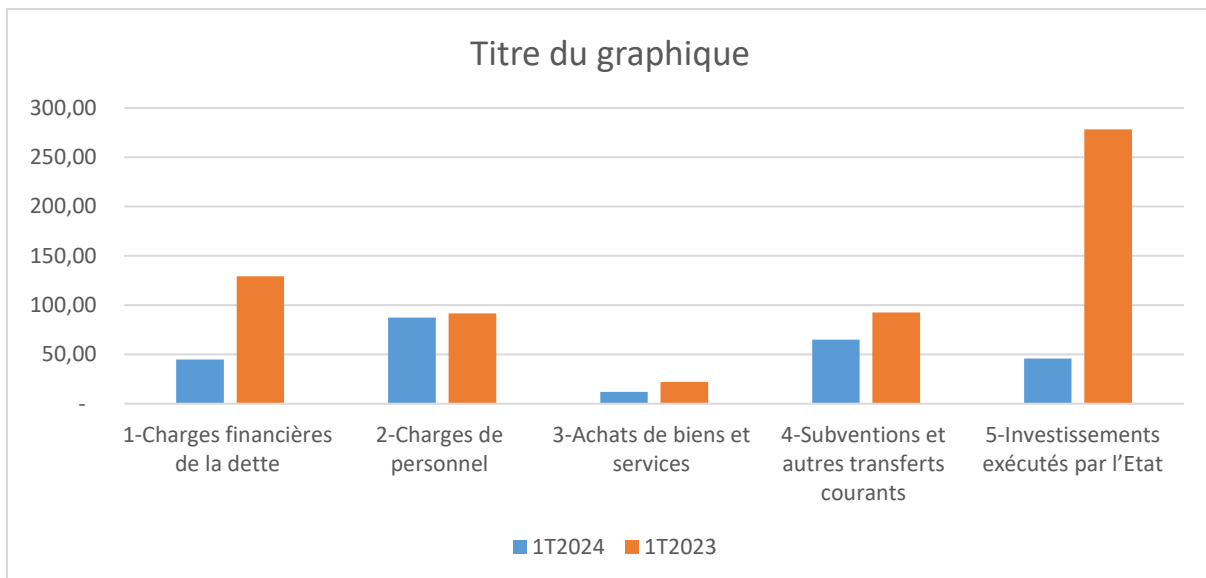
B. Exécution des dépenses du budget général de l'Etat

Sur les **530,688 milliards** de prévisions trimestrielles, les dépenses totales exécutées par l'Etat s'élèvent à **262,52 milliards**, soit un taux d'exécution de **49,47%**.

Comparé à l'année 2023 (**658,32 milliards**), les dépenses du budget général de l'Etat sont en baisse de **395,80 milliards**. Cette situation est imputable à la suspension des décaissements des ressources extérieures par les institutions financières et à la baisse de la mobilisation des recettes douanières consécutive à la fermeture des frontières des pays de la CEDEAO avec le Niger.

Le graphique ci-dessous montre le niveau d'exécution des dépenses au cours du premier trimestre 2024.

Figure 2 : comparaison des réalisations des dépenses des 1^{ers} trimestres 2024 et 2023.



Le tableau qui suit présente l'exécution du budget par grande catégorie de dépenses au cours du premier trimestre 2024.

Tableau 6 : Situation d'exécution des dépenses du premier trimestre 2024 (en milliards de FCFA)

Catégorie-Libellés	Prévisions annuelles	Prévisions trimestrielles	Consommation	Taux Cons. /Prév Ann.	Taux Cons. /Prév Trim.
1-Charges financières de la dette	453,81	90,76	44,92	9,90%	49,49%
2-Charges de personnel	363,90	72,78	94,88	26,07%	130,37%
3-Achats de biens et services	151,31	30,26	12,16	8,04%	40,18%
4-Subventions et autres transferts courants	369,99	74,00	64,90	17,54%	87,71%
5-Investissements exécutés par l'Etat	1 314,43	262,89	45,66	3,47%	17,37%
Projets Financements ANR	375,3	75,06	-	0,00%	0,00%
Projets Financements Emprunts	206,9	41,38	-	0,00%	0,00%

Catégorie-Libellés	Prévisions annuelles	Prévisions trimestrielles	Conso mmati on	Taux Cons. /Prév Ann.	Taux Cons. /Prév Trim.
Financement Trésor	732,23	146,45	45,66	0,00%	31,18%
TOTAL GENERAL	2653,44	90,76	262,52	10%	49,47%

Source : MEF/DGB/DB

NB : les prévisions trimestrielles des dépenses correspondent à 20 % des prévisions de la loi de finances.

L'analyse qui suit présente la situation de l'exécution des dépenses budgétaires au cours du 1^{er} trimestre 2024. Elle porte sur le service de la dette publique, les dépenses de personnel, les achats des biens et services, les subventions et transferts ainsi que sur les dépenses d'investissement.

1. Amortissements et charges de la dette publique

Au cours du 1^{er} trimestre 2024, aucune opération d'amortissement ou de paiement de charge financière n'a été enregistrée.

2. Dépenses de personnel

Au premier trimestre 2024, les dépenses de personnel sont exécutées à hauteur de **94,88 milliards**, pour des prévisions trimestrielles de **72,78 milliards**, soit un taux d'exécution de **130,37 %**. A la même période en 2023 (**91,62 milliards**), les dépenses du personnel ont augmenté de **3,26 milliards**. Quel est le taux d'exécution au 1^{er} trimestre 2023. A quoi, est dû cette situation 130 % ?

3. Dépenses d'achats de biens et services

Les réalisations des dépenses d'achats de biens et services au cours du premier trimestre 2024 s'élèvent à **12,16 milliards** sur des prévisions de **30,26 milliards**, correspondant à un taux d'exécution de **40,18%**. Comparé à la même période en 2023 (**22,06 milliards**), le niveau d'exécution de cette catégorie de dépenses a baissé de **9,90 milliards**.

4. Subventions et transferts courants

Pour des prévisions trimestrielles de **74,00 milliards**, les réalisations des dépenses de transferts et subventions ont atteint un montant de **64,9 milliards** représentant un taux d'exécution de **87,71%**. Comparativement à la même période en 2023 (**92,46 milliards**), le niveau d'exécution des dépenses de subventions et transferts a baissé de **27,56 milliards**.

5. Dépenses d'investissement de l'Etat

Les réalisations des dépenses d'investissement de l'Etat au 1^{er} trimestre 2024 s'élèvent à **45,66 milliards** pour des prévisions de **262,88 milliards**, soit un taux de **17,37%**. Comparé à la même période en 2023 (**278,27 milliards**), le niveau d'exécution des dépenses d'investissements de l'Etat a connu une baisse de **232,61 milliards**. Ces dépenses ont été exclusivement financées sur ressources propres car, au cours de la période, aucun décaissement de ressources extérieures n'a été enregistré.

III. Analyse des critères de convergence à fin mars 2024

Dans le cadre de l'élaboration des rapports d'exécution du budget, des critères de convergence de l'UEMOA de second rang peuvent être analysés. Il s'agit : ratio masse salariale rapportée aux recettes fiscales (il ne devrait pas excéder 35%) et ratio dépenses d'investissements financées sur ressources internes rapportées aux recettes fiscales (il devrait atteindre au moins 20 %). Le tableau ci-dessous présente la situation de ces critères de convergence à fin mars 2024

Tableau 7 : valeurs en fin mars 2024 des critères de convergence de l'UEMOA

Critères de second rang :	Norme UEMOA	Valeur à fin mars
Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales	<=35%	45,36 %
Ratio investissements publics financés sur ressources internes sur recettes fiscales	>=20%	21,83 %

3.1. Ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales

L'analyse de tableau fait ressortir le ratio masse salariale sur les recettes fiscales a dépassé la norme fixé par l'UEMAO au cours du 1^{er} trimestre 2024. Des mesures doivent être prises au cours des trimestres à venir pour maitriser la masse salariale et respecter la norme à la fin de l'année.

3.2. Ratio investissement publics financés sur ressources internes sur recettes fiscales

Il est ressorti du tableau ci-haut que le ratio investissements publics financés sur ressources internes sur recettes fiscales est égal 21,83 %. Ce ratio est supérieur à la norme de 20% déterminée par l'UEMOA. D'où le respect par notre pays de ce critère.

CONCLUSION

Il ressort de la situation d'exécution du budget au cours du 1^{er} trimestre 2024 que les recettes internes ont été exécutées à hauteur de **223,58 milliards de FCFA** pour des prévisions de **509,27 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **43,90 %**.

S'agissant des dépenses, elles ont été exécutées à hauteur de **262,52 milliards de FCFA** pour des prévisions de **530,68 milliards de FCFA**. Cette situation fait apparaître un déficit de financement de **38,94 milliards FCFA**. A cet effet, il importe de ralentir la consommation des crédits et de renforcer la mobilisation des ressources internes et externes.

Aussi, les engagements de dépenses doivent-ils tenir compte d'un plan de consommation de crédits en phase avec le plan de trésorerie afin d'éviter l'accumulation des arriérés.

Les principaux défis pour les trimestres à venir demeurent la mobilisation des ressources internes et externes et la maîtrise de la consommation des crédits notamment la maîtrise des dépenses du personnel en phase avec la trésorerie.

LE DIRECTEUR GENERAL DU BUDGET